

Echos du COTA

BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATION DU COTA ASBL

INTERNET ET SYNERGIES

MARS 2010

ISSN : 0773-5510 | COTA asbl 7, rue de la Révolution 1000 Bruxelles | 3€

ECRIT PERIODIQUE | AUTORISATION DE FERMETURE 1000 BRUXELLES 1 | 1-1-240 | IMPRIME A TAXE REDUITE



éditorial

Est-ce bien réseuable...

EDITEUR RESPONSABLE COLETTE ACHEROY
7 RUE DE LA REVOLUTION 1000 BRUXELLES
BELGIQUE

RÉDACTION STEPHANE BOULC'H
[STEPHANE.BOULCH@COTA.BE]

GESTION DES ABONNEMENTS ROSE MARTINEZ
[ROSE.MARTINEZ@COTA.BE]

GRAPHISME FREDERIC PIRON
[FREDERIC.PIRON@COTA.BE]

PHOTO DE COUVERTURE ALFREDO D'AMATO /
PANOS PICTURES

FORMULES D'ABONNEMENT

ANNUEL : 10 € [4 NUMEROS]
ANNUEL PARRAINÉ : 7 € [4 NUMEROS]
PRIX AU NUMERO : 3 €

POUR LES ÉCHANGES DE PUBLICATIONS,
VEUILLEZ CONTACTER LA RÉDACTION

COORDONÉES BANCAIRES

DEXIA BD PACHECO 1000 BRUXELLES
SWIFT-BIC : GKCCBEBB
IBAN : BE730682 1270 4960
068-2127049-60

POUR LE PAYEMENT À L'ÉTRANGER, NE PAS
ENVOYER DE CHÈQUE, MAIS UTILISER LE MANDAT
POSTAL INTERNATIONAL OU LE VIREMENT DE COMPTE
À COMPTE (FRAIS À VOTRE CHARGE)

COTA ASBL

7 RUE DE LA REVOLUTION
1000 BRUXELLES
BELGIQUE
TÉL. : 00 32 [0]2 218 18 96
FAX. : 00 32 [0]2 223 14 95
INFO@COTA.BE // WWW.COTA.BE

Une mission commanditée par le Service de l'Evaluation spéciale de la coopération belge montrait en 2009 qu'en matière de renforcement de capacités, les ONG belges avaient peu recours aux réseaux. Le rapport suggère que les expériences dans cette voie étaient prématurées ou disproportionnées par rapport aux enjeux et aux capacités des bénéficiaires. Il n'est pas dit si ce constat porte sur le principe ou sur les modalités de mise en œuvre. On pourrait s'interroger sur nos compétences à proposer ou animer des réseaux à cette fin et à mettre au point des démarches appropriées pour nos interlocuteurs du Sud.

En 2003, le COTA a réalisé une enquête sur les façons dont les ONG abordaient la communication et l'information dans leurs initiatives¹. Si le rapport décelait une aspiration croissante pour la mise en place de dispositifs collaboratifs destinés à améliorer et potentialiser les échanges entre partenaires..., il constatait une difficulté à identifier et à intégrer dans leurs stratégies les enjeux communicationnels contenus dans les projets et dans les relations de partenariat. Il observait en corollaire une faible conscience des opportunités ouvertes par les médias et technologies de la communication et une aptitude balbutiante à les mettre à profit.

Un travail plus récent, portant plus spécifiquement sur les partenariats en réseaux d'échange et de renforcement des capacités³, nous incite à penser qu'une réflexion mériterait toujours d'être conduite sur nos dispositions à intégrer ces technologies dans nos logiques d'intervention, en particulier à tirer un avantage à maîtriser potentialités de l'Internet et mutations qu'elles apportent sur nos structures et nos conceptions de la coopération. D'où notre choix thématique de ce trimestre...

¹ http://www.cota.be/SPIP/article.php3?id_article=39&artsuite=2#sommaire_1

² http://www.cota.be/SPIP/dw2_out.php?id=243

» sommaire

3 LE WEB COMME OUTIL DE PARTENARIAT ET DE RENFORCEMENT DE CAPACITÉS.
(S. BOULC'H)

8 LE COTA CE TRIMESTRE

9 GESTION ET PROMOTION DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE AU
SÉNÉGAL : LES OUTILS DE LA DIRCOD (E. BERNARD)

12 FICHE-OUTILS

13 INTRODUCTION AUX MÉDIAS SOCIAUX (S. WARSZACKI)

19 AIDE ET ACTION INTERNATIONAL. DES APPLICATIONS GOOGLE POUR LE
DÉVELOPPEMENT (P. COLLET)

23 LES RÉSEAUX SOCIAUX SUR LE WEB FACILITENT LE PARTAGE DE CONNAISSAN-
CES... (R. ET S. OUÉDRAOGO)

21 SUR LE THEME DU TRIMESTRE...

28 FORMATIONS

25 NOUVEAUTES EN BIBLIOTHEQUE

29 ACTUALITES

28 PERIODIQUES



Le Web comme outil de partenariat et de renforcement de capacités

*Stéphane Boulc'h**

A toutes les échelles d'intervention, les praticiens de la coopération aspirent de plus en plus à la mise en oeuvre de stratégies en réseaux ou qui cherchent à créer ou renforcer la concertation et les dynamiques fédératrices. Les technologies Internet stimulent sans doute cette tendance, mais leur potentiel restent encore peu exploité.

Les approches en réseaux ne sont pas neuves. Les stratégies d'alliance basées sur le réseautage sont depuis longtemps pratiquées dans le secteur de la coopération. Nous sommes nombreux à prétendre fonctionner en réseau ou être connectés à des réseaux, mais cela ne revient pas forcément à y jouer un rôle actif, cela témoigne surtout de l'étendue des rapports institutionnels que nous entretenons. Mais, depuis grosso modo une décennie, le contexte ouvre de nouvelles opportunités d'interactions entre acteurs susceptibles d'influencer fortement la façon dont les relations de partenariat sont perçues et mises en pratiques. D'ailleurs, de plus en plus de logiques d'interventions intègrent la mise en oeuvre de dispositifs collaboratifs destinés au renforce-

ment des capacités à :

- mobiliser ou à solliciter des fonds (mis en commun ou partagés) ;
- aborder des problématiques globales ou transnationales ;
- accroître la présence institutionnelle et/ou politique ;
- mener à bien des initiatives de développement ;
- défendre et promouvoir un propos sur le plan politique ou à des fins de sensibilisation¹.

Les évolutions technologiques récentes et la "webisation" de nos cultures influencent certainement les démarches, mais celles-ci répondent avant tout à des nécessités stratégiques.

Les incitants d'une concertation et d'une coordination accrues

Le besoin de plus en plus affirmé de capitaliser les expériences et d'actualiser les connaissances incite à développer davantage d'approches

d'apprentissage organisationnel. Savoirs et connaissances étant plus ouvertement reconnus comme des facteurs stratégiques capitaux pour atteindre les objectifs de développement et pour améliorer l'efficacité et l'efficacité des interventions et politiques, l'intérêt pour les dispositifs permettant de les échanger ou de les gérer se généralise.

Dans le même temps, l'affirmation au Sud d'une société civile de plus en plus structurée et compétente modifie les rapports de force entre partenaires et remettent en question les rôles des intervenants du Nord. Les formes d'appui/d'aide changent pour privilégier de plus en plus les compétences de plaidoyer et de lobbying, de construction d'analyses et de proposition collectives, les capacités d'adopter des stratégies d'actions concertées (fondées sur le partage d'expériences). Le renforcement des capacités est perçu comme un processus continu et mutuel qui ne concerne plus seulement les techniques ou les compétences requises pour les utiliser, mais qui, touchant à la fois aux capacités organisationnelles et aux facultés à s'adapter aux circonstances et à résoudre les problèmes en tirant profit des ressources propres (plutôt qu'importées clés en main), valorise davantage les aptitudes et les savoirs locaux, et s'acquiert par l'interaction (ce qui suppose que les connaissances se créent et n'évoluent que collectivement).

Du fait de la conjonction de ces tendances, mais aussi de facteurs liés aux questions de financement et d'encadrement, les organisations mêmes de certaines ONG internationales semblent devoir évoluer vers des modèles hybrides basés sur la mise en commun de processus, de normes, de services ou d'infrastructures (alliances, bureaux/ressources/représentations communs, affiliations, création de franchises...)².

Priorité à la stratégie !

"2% de technologie et 98% de gestion des relations." C'est ainsi que Creech et Willard décrivent la réalité pratique des réseaux³ quels

que soient les supports techniques et/ou organisationnels autour desquels ils s'articulent. C'est d'ailleurs une recommandation que l'on retrouve souvent exprimée : l'utilisation de la technologie doit découler de la stratégie de l'organisation et non l'inverse.

A ce titre, il est plutôt rassurant de constater que les expériences dont nous avons eu connaissance en Belgique ou à l'étranger sont davantage motivées par des objectifs stratégiques que par l'opportunité de tirer profit des nouvelles technologies. On reconnaît volontiers que l'Internet facilite la circulation des informations, la prise d'initiatives, la réactivité et l'élaboration de nouveaux projets. Mais on se contente la plupart du temps de recourir aux courriels, à quelques fora de discussion et Skype permet aussi d'organiser de petites conférences en ligne. Les investissements consentis restent dans l'ensemble modeste. Encore faut-il avoir les moyens de s'équiper, d'équiper les partenaires et plusieurs contraintes objectives freinent aussi les ambitions (langues, fractures numériques, etc.).

Mais il est vrai également qu'on expérimente peu, que la nécessité de recourir à des applications plus ambitieuses laisse beaucoup de promoteurs et de bailleurs sceptiques. Mais est-on capable d'appréhender les opportunités techniques qui s'offrent à nous ?

Pour autant que nous puissions en juger, jusqu'à présent, l'intégration des technologies du Web se fait de manière empirique, peu planifiée et peu suivie. Il est rare que des stratégies appréhendent les enjeux communicationnels de programmes et, a fortiori les investissements techniques qu'ils supposent ne peuvent qu'être limités.

Le choix est-il entièrement maîtrisé ?

Les incidences des technologies dépendent de la façon dont on choisit de s'en servir, des limites qui nous sont imposées dans leur usage ou encore des capacités et compétences dont on dispose pour les maîtriser.

Ainsi, comme dans la plupart des secteurs

professionnels, les (N)TIC ont probablement servi à stimuler des innovations. Elles ont sans doute modifié de gré ou de force les modes de gestion et la conception du travail en général...

Mais il est encore difficile de préciser dans quelle mesure car, si on discerne quelques tendances lourdes (comme la propension à travailler en réseau qui justifie cet article), on n'appréhende pas encore complètement et de façon profonde les implications qu'elles induisent ou l'ampleur des perspectives dégagées.

Les groupwares et plateformes virtuelles dédiées au renforcement des capacités (communautés d'idées, de pratiques, d'apprentissage, de thématiques⁴...) se sont multipliés, mais pour autant que les sources disponibles permettent d'en juger, peu ont été évalués (sur les objectifs plus que sur les modalités de fonctionnement et d'organisation) ou les résultats de ces diagnostics

n'ont pratiquement pas été socialisés. Il est difficile de capitaliser dans ces conditions.

Au Sud, la précarité des conditions d'accès ou d'usage des (N)TIC, le manque de connaissances, les problèmes d'infrastructure ou d'éducation, empêchent d'en tirer le meilleur profit espéré.

Au Nord, où l'on dispose pourtant de facilités techniques et où on est a priori davantage familiarisé avec les (N)TIC et les médias en général, l'intégration des nouvelles technologies ne se fait pas aussi rapidement qu'on pourrait le souhaiter dans le tissu associatif de la coopération.

En 2006, à l'occasion d'une conférence-débat organisée par Coordination Sud, Lucie Castex, consultante sur ces questions, posait un diagnostic sévère sur la façon dont les ONG françaises investissaient le Net⁵. Son analyse attri-



Photo : COTA

buait trois fonctions principales aux sites d'ONG. Ils servent :

- de vitrine institutionnelle ("site plaquette") ;
- d'interfaces destinées à rechercher des ressources (paiements et dons en ligne, appels au bénévolat) ;
- d'outil de travail collaboratif (partage de ressources, fora...)

On pourrait en ajouter une quatrième qui consiste à utiliser l'Internet pour simplement diffuser de l'information. Quoi qu'il en soit, l'experte notait que ces fonctions étaient rarement cumulées sur les sites et que, culturellement, il était plus difficile que dans les autres secteurs professionnels de remettre en cause l'existant ; faute de ressources, mais également pour des raisons structurelles, notamment en raison d'inerties dues au manque d'intérêt des dirigeants pour les (N)TIC. Rien ne permet d'affirmer que la situation belge diffère beaucoup de ce qui se passe en France.

Lucie Castex juge la structuration des contenus généralement "brouillonne" et "verticale". Elle affirmait à l'époque qu'il n'existe aucune communauté sociale (blog collaboratif, forum transversal...) reliant des acteurs d'ONG, ce qui n'est pas certain. Du moins nous en avons rencontrées quelques-unes qui sont apparues plus récemment sur la Toile. La situation a sans doute rapidement évolué. Les initiatives de socialisation en ligne sont de plus en plus fréquentes, mais il n'est pas toujours évident de déterminer si elles sont le fait d'individus isolés⁶ ou d'institutions. Il est également difficile de les dénombrer⁷. Aussi, même si des progrès certains sont actés, les projets sont encore trop rares, souvent ponctuels, mal promus... et pas toujours bien maîtrisés.

Comme cela a été le cas lorsque la possibilité de créer des sites Internet s'est faite jour, beaucoup d'organisations se sont jetées dans l'aventure sans préalablement se donner le temps de peser les intérêts stratégiques que cela pouvait avoir. Pour paraphraser Anne Versailles⁸, "les motivations avouées (...) sont qu'il faut y être, qu'on ne sait jamais (...) Plus on est connecté, plus on existe⁹". On ne peut nier que la création

de réseaux répond à un effet de mode, avec les dérives et les gâchis que cela peut entraîner.

Risques inhérents à ce manque de maîtrise

Les changements technologiques s'ajoutent aux profondes remises en question organisationnelles auxquelles doivent faire face les ONG ; ils les accentuent aussi. Tous ces changements cumulés engendrent autant de nouveaux champs d'apprentissage qu'il peut être difficile d'aborder de front et de faire coïncider.

Les problèmes courants des ONG en matière de gestion des connaissances (peu de disponibilité pour capitaliser, déficit de mémoire organisationnelle, systèmes d'information peu accessibles, fragmentés, inadéquats, incomplets ou inexistant) ont pu s'aggraver par le recours aux nouvelles technologies. Beaucoup d'organisations se révèlent incapables de gérer les flux massifs d'informations supplémentaires leur provenant ou transitant par elles.

Trop souvent axées sur la technique, les tentatives d'intégration de la gestion des connaissances n'apportent pas les effets escomptés.

En effet, les approches adoptées ne permettent pas de juger de la valeur des connaissances et ne favorisent par conséquent pas ou peu les innovations. Elles se limitent à faciliter l'extraction, l'acquisition et le stockage d'informations. L'utilisation de l'information est peu abordée. De fait, l'information est encore trop souvent perçue comme une marchandise qui requiert une logistique efficace et la connaissance appréhendée comme une fin en soi plutôt que comme un moyen de favoriser l'apprentissage organisationnel.

La capitalisation prenant le pas sur le partage, les écarts entre partenaires risquent de se creuser plutôt que de se réduire.

Les risques de l'utopie techniciste des réseaux sont largement dénoncés par la sociologie. Beaucoup de réseaux numériques se réduisent

à des espaces où ne se rencontrent plus que les intérêts et les discours ; la relation entre les personnes et les groupes s'étiole et la solidarité qui les unit est une illusion savamment entretenue¹⁰.

Des approches hybrides commencent cependant à poindre qui cherchent un équilibre entre les aspects techniques et les relations entre personnes. On mise surtout sur des processus de partage et de valorisation des connaissances collectives.

Fractures de partenariats

Malgré cela, il subsiste un risque réel de se laisser submerger par le "productivisme" tacitement induit par le recours aux (N)TIC. Il peut déteindre sur les relations de partenariat. Leur intégration dans les échanges induit en effet des attentes en termes de réactivité ou sur le plan de la qualité comme de la quantité des réponses. On impose ainsi une conception du temps à laquelle tous les participants ne sont pas tenus d'adhérer. Les impératifs techniques ne doivent non plus empiéter sur la qualité des relations.

On sait depuis longtemps la difficulté de mettre en pratique l'utopie de partenariats équilibrés équitables, réciproques et respectueux. S'il n'est pas suffisamment maîtrisé, le passage à des modes d'intervention en ligne peut aussi aggraver le problème. On a pu constater à plusieurs reprises que les initiatives qui n'abordent pas d'emblée la question de l'intégration des TIC, en dépit des bonnes intentions, sont aussi celles où l'implication et la mobilisation des partenaires du Sud est plus difficile à obtenir ou à entretenir sur le durée. Souvent, le contrôle technique et en somme, la gestion des processus, finit *de facto* dans les seules mains des partenaires du Nord...

Ce n'est pas parce qu'objectivement, dans de nombreuses régions, il existe des obstacles techniques, voire culturels, à l'amélioration de l'accès au Web, qu'il faut renoncer à franchir le pas. Le recours à des réseaux virtuels est une façon d'affronter les problèmes de fractures numériques.

D'une façon générale, le secteur de la coopération devrait davantage prendre en compte les questions d'inclusion et d'alphabétisation numérique. C'est au sein de vastes communautés virtuelles que se crée aujourd'hui la connaissance et qu'est stimulée l'innovation sociale ou technique censée améliorer la vie des gens. Mais quelle trace va-t-il rester des innovations qui se créent en dehors de ces circuits, comment va-t-on les valoriser, les intégrer à la grande marmite du savoir humain ?

* COTA. Cet article reprend en partie le contenu d'une note exploratoire intitulée "Partenariats en réseaux d'échange et de renforcement de capacités", publiée sur notre site il y a un an. (http://www.cota.be/SPIP/dw2_out.php?id=243).

¹ Parfois, les besoins de gestion prédominent sur les nécessités politiques ou stratégiques...

² cf. Ontrac (Newsletter d'Intrac), N° 44 (janvier 2010) : perspectives pour les structures des ONGI ? qui résume les débats d'un colloque organisé en novembre dernier par INTRAC sur le thème «Orientations futures dans les structures des ONG internationales: gestion décentralisée, alliances et récession».

³ Creech H., Willard T. (2001), Strategic Intentions: Managing knowledge networks for sustainable development, IISD (www.iisd.org).

⁴ Il y a presque autant de dénominations qu'il a existé d'expériences, mais sur le principe général, tout ceci revient au même.

⁵ www.coordinationsud.org/IMG/pdf/CR_PDJ4.pdf

⁶ Parmi les initiatives individuelles louables (car riches en informations) citons celle de Claude Pouvreau, consultant et créateur du "Cercle des ONG online" destiné "aux pro de l'E-MKG des ONG". Il s'agit d'un blog ayant "pour objectif de réunir les professionnels en charge de toutes les questions liées à l'Internet au sein des principales organisations caritatives" du PIF (Paysage Internet Français) (www.ong-online.org).

⁷ Sur le blog www.blog-associations.com, on trouvera référencés quelques réseaux sociaux du secteur non marchand. Mais là encore c'est français.

⁸ Voir son article introductif "Le réseau est l'outil idéal de la société de la connaissance", dans Antipodes n°183 (décembre 2008: travailler en réseau), p. 4-8.

⁹ Ce qui est loin d'être garanti...

¹⁰ cf. Breton Ph., Henry Cl., Le Crosnier H., Missonier S. (2006), Ethique et solidarité humaine à l'âge des réseaux, L'Harmattan, Paris. Et Le Moëgne Chr., Les communications d'entreprise entre médias, réseaux et recompositions organisationnelles, dans Bouzon A. (dir.) (2006), p. 103-122.

Le COTA est une association indépendante de solidarité internationale (ONG de droit belge), qui oeuvre au renforcement des capacités d'action, d'analyse et de réflexion des acteurs engagés dans la coopération développement.

L'ONG offre des services d'information, de formation, d'étude, d'appui et de conseil, de mise en relation de personnes et institutions. Les études réalisées sont des évaluations de projets/programmes ainsi que des études thématiques en lien avec des pratiques de coopération/développement.

Ces services sont fournis à travers divers vecteurs : centre de documentation en réseau, site Internet, réunions, animations d'ateliers, interventions dans des formations, rapports d'étude, publications de revue et d'ouvrages...

Le COTA est également engagé dans des activités d'éducation au Développement.

Hormis ses activités récurrentes, durant le trimestre qui vient de s'écouler, le COTA a notamment réalisé les travaux de consultance suivants :

- Des travaux de consultance :

- La finalisation de l'évaluation finale du programme 2006-2009 « Renforcement institutionnel d'organisations paysannes et d'appui au développement rural du Sud » ; Missions au Cambodge, en Haïti, au Mali et au Pérou (Commanditaire : VSF-CI-CDA).
 - La poursuite de l'élaboration d'une note de cadrage sur la politique de financement du monde rural et de l'agriculture au sein des interventions de la CTB (Commanditaire : Coopération Technique Belge).
 - La production de documents de synthèses et la co-animation du groupe de travail du Fonds pour la promotion des Etudes préalables, des Etudes transversales et des Evaluations (F3E) en France, pour l'échange et la capitalisation de connaissances sur l'éducation au Sud (Commanditaire : F3E).
 - Le démarrage d'un accompagnement du Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations (FORIM) en France, à la définition d'une stratégie générale de communication, et à la formation à la maîtrise et à la transmission des techniques de communication et de membership (Commanditaire : FORIM).
 - L'évaluation des projets de guichet d'économie locale de Groupe One en République démocratique du Congo (Kinshasa, Bukavu, Lubumbashi) ; mission en RDC (Commanditaire : Groupe One).
 - L'évaluation du projet de réinsertion des enfants des rues de Kampala ; Mission en Ouganda (Commanditaire : Enfance Tiers Monde).
- Une intervention sur les concepts liés à la solidarité internationale, dans le cadre de la formation organisée par la Cellule d'Appui pour la Solidarité internationale wallonne (CASIW) pour des associations de la province du Hainaut (Commanditaire : CASIW).



http://www

Gestion et promotion de la coopération décentralisée au Sénégal : Les outils de la DIRCOD

*Eric Bernard**

Que peuvent apporter les technologies numériques aux acteurs de la coopération décentralisée ? Au Sénégal, la Direction de la Coopération Décentralisée (DIRCOD) a mis en place une série d'outils pour mieux assurer ses missions.

La Coopération décentralisée a été formalisée au Sénégal en 1996, à travers les lois de décentralisation. Elle est montée en puissance à la fois par une augmentation du nombre de partenariats et de projets et par une modification du contenu des objectifs de ces partenariats et projets. Aussi en 2003 a été créée la Direction de la Coopération Décentralisée (DIRCOD) qui a pour mission de renforcer les capacités des collectivités locales et de promouvoir la visibilité de la coopération décentralisée au Sénégal. Elle poursuit plusieurs objectifs comme l'appui-conseil aux collectivités locales sénégalaises et étrangères, la récolte des données sur les partenariats, le suivi-évaluation, la recherche de complémentarité entre les partenariats, l'échange des expériences (capitalisation).

A ces objectifs correspondaient de nouveaux

besoins :

- besoins en structuration des données récoltées
- besoins d'outils de lisibilité et de statistiques
- besoins de communication

La DIRCOD a demandé à l'agence de communication interactive sénégalaise AK-Project la mise en place d'une série d'outils numériques pour répondre à ces besoins.

Le portail de la coopération décentralisée au Sénégal

(<http://www.cooperationdecentralisee.sn>)

Ce portail est l'interface de communication à la fois avec le grand public et avec l'ensemble des acteurs. La mise en place d'un portail d'information sur la thématique Coopération Décentralisée apporte en effet à l'Etat et aux collectivités sénégalaises, via la DIRCOD, la pertinence d'acteurs privilégiés sur les questions traitées de la Coopération Décentralisée au Sénégal et à l'International. Ce rayonnement permet une visibilité toute

particulière du pays dans la mise en œuvre des partenariats de Coopération Décentralisée sur la scène internationale. Il permet également la promotion de cette nouvelle forme de coopération avec les bailleurs et partenaires potentiels du Ministère et des collectivités locales sénégalaises. Une base de contenus exhaustive y est proposée, avec l'accès à certaines informations issues de la base de données des partenariats Codé-Base (décrite ci-dessous), des fiches pratiques, des fiches partenaires, ... Pour le rendre plus attractif, son traité est journalistique afin de sortir du langage technique et d'accroître la périodicité et la diversité de l'information. Enfin, il est collaboratif puisque chacun des acteurs de la Coopération Décentralisée peut apporter de lui-même du contenu.

Ce portail répond ainsi aux missions de la DIRCOD en facilitant :

- l'accompagnement des structures et collectivités locales dans la mise en place ou l'animation d'un partenariat de coopération décentralisée au travers de tutoriaux (par exemple le guide du partenariat) ;
- la diffusion d'une information de qualité, textes de lois, articles de fond, et actualité des partenariats - au travers de différents canaux type : Web, Newsletter, fils RSS¹ - en donnant la parole aux acteurs qui peuvent eux-mêmes contribuer pour chaque rubrique ;
- la possibilité d'échange et de prise de contact entre acteurs de la Coopération Décentralisée et le Ministère via la Direction de la Coopération Décentralisée au travers de formulaires de contact ;
- la présentation des partenariats, projets et actions menés au travers de la base de données des partenariats, qui a été constituée en amont du portail afin de structurer le recueil des données et d'améliorer leur lisibilité.

La base de données des partenariats de coopération décentralisée (CodéBase)

Il s'agit d'un outil polyvalent, simple d'accès et d'utilisation. Accessible depuis le web, il utilise

les dernières technologies en termes d'ergonomie. Une gestion des droits permet une utilisation partagée, avec trois types d'accès :

- Accès Lecteur : professionnels (Bailleurs, ONG, secteur privé,...), et internautes grand public
- Accès Contributeur : Partenaires (collectivités locales, ARD, PTF,...)
- Accès Administrateur : DIRCOD

Cette base de données permet de faire des recherches sur les partenariats selon différents critères (région impliquée, pays partenaire, statut du partenariat...), et en afficher le détail comme leur état d'avancement, les partenaires impliqués, leur montant etc. La base est en effet alimentée par les partenariats français, italiens, espagnols et belges et constitue pour la première fois au Sénégal une base multinationale mise à la disposition de l'institution en charge de cette coopération et aux autres pays, car jusque-là, chaque pays partenaire disposait de l'état de ses propres partenariats, sans que la Direction sénégalaise en charge ne puisse consolider ces données et ainsi avoir une vision claire sur ces partenariats se faisant sur son territoire.

La DIRCOD peut interroger la base selon plusieurs critères et suivre aussi bien l'évolution d'une coopération décentralisée nationale, celle des collectivités locales sénégalaises à plusieurs niveaux (local, départemental, régional) et - peut-être plus important encore - avoir une vision thématique des partenariats en cours.

La base permet au final à la DIRCOD de disposer d'une meilleure visibilité sur les partenariats en termes de qualité et de quantité. Cela contribue au renforcement des partenariats existants par l'échange d'expériences avec les autres partenaires et par le développement de nouveaux secteurs d'intervention. Mais cela appuie également la création de nouveaux partenariats grâce à l'identification des collectivités locales sénégalaises n'ayant pas de partenaire et l'identification de secteurs importants qui ne retiennent pas encore suffisamment l'attention.

Perspectives

A court terme, plusieurs actions sont envisagées pour consolider cette plateforme, comme le suivi de l'usage des outils afin de les faire évoluer, la promotion des outils de communication des collectivités locales (et notamment leurs sites web), et la mise en place d'une cartographie dynamique liée à la base statistique.

A moyen et long terme, la DIRCOD souhaite renforcer la synergie avec des acteurs du développement local sur la base des outils existants et s'ouvrir à une perspective régionale dans le cadre d'initiatives existantes ou à venir.

L'usage des TIC par les acteurs de la coopération décentralisée permet ainsi de :

- valoriser un mode d'intervention sur les territoires (la coopération décentralisée) ;
- disposer d'une vision sur ce qui se passe sur les territoires ;
- améliorer l'expertise sur les territoires ;
- permettre la participation des collectivités locales et des acteurs de la coopération décentralisée ;
- mettre en relation des collectivités locales ou des acteurs, nationalement et internationalement.

Il est important de garder à l'esprit que les principaux obstacles à un tel ensemble d'outils ne sont pas techniques, mais relatifs à l'alimentation régulière des données. La base a en effet besoin d'être mise à jour régulièrement, à partir de données hétérogènes issues de plusieurs coopérations. Leur contribution initiale à cette alimentation est donc indispensable.

Le site web quant à lui propose un magazine en ligne, destiné à rendre le domaine plus attractif, avec des entretiens, des initiatives, présentées de manière journalistique. L'animation régulière de ce magazine a fait l'objet d'un accompagnement spécifique pour permettre au personnel de la Direction d'assumer ce nouveau rôle de communiquant. Les réunions de rédaction ont été tout d'abord dirigées par une spécialiste puis,

peu à peu, un transfert de compétences a permis à la Direction d'assumer l'ensemble des rôles nécessaires à l'animation de ce site web.

La mise en ligne d'un outil n'est toujours que le début du projet, et l'accompagnement sur la durée reste indispensable pour viser un impact réel.

* Directeur AK-Dev, AK-Project : Communication Interactive (www.ak-project.com / www.ak-dev.net)

¹ Le standard RSS permet de mettre en commun des informations de manière automatisée. On parle de fil ou de flux RSS pour désigner chaque source d'information partagée via ce standard. Via un lecteur spécial, il est donc possible de s'abonner à autant de fils RSS que vous le souhaitez. De nombreux sites web proposent des fils RSS reliés aux différentes parties de leur site. Il n'y a donc plus qu'à sélectionner les sources d'information qui vous intéressent. L'avantage est alors d'être spontanément mis au courant des nouveautés du site, sans avoir à le consulter manuellement. A la différence d'un abonnement à une newsletter, l'émetteur ne reçoit pas l'adresse e-mail des abonnés : c'est le lecteur de l'abonné qui va régulièrement aller vérifier si le fil RSS a envoyé de nouvelles informations. L'abonné reste donc maître de la relation : il n'y a aucun risque de se voir spammer, et la désinscription est extrêmement simple." (www.akimedia.eu/dossier/les-fils-rss/).

Fiche-outils

Pourquoi bloguer ?¹

Un blog (de l'anglais "web log", journal web) est un outil de communication devenu évident pour de nombreuses personnes. On estime actuellement à presque 130 millions le nombre de blogs dans le monde². Qu'est-ce qui incite tous ces blogueurs à faire connaître leur opinion et à échanger avec des lecteurs qu'ils ne connaissent pas nécessairement ? Cela leur permet de :

- incuber des idées en révélant ce qui échappe aux canaux formels de communication et en traitant de points qui ne trouveraient pas nécessairement une place logique dans le travail quotidien mais qui paraissent néanmoins intéressants pour l'auteur ;
- clarifier leurs idées, gagner en cohérence dans leurs expressions parce que le passage à l'écrit implique d'explicitier le contexte entre auteur et lectorat pour éviter des malentendus ;
- faire connaître leurs idées et les enrichir avec une audience élargie, de manière respectueuse – sans "forcer" les informations vers l'audience – et peu coûteuse. Le proverbe amérindien "Dis-le moi et j'oublie, montre-moi et je retiens, fais-moi participer et j'agis" s'applique bien aux blogs et sous-entend que dans le dialogue interactif qui peut se dérouler sur un blog, les questions et commentaires critiques qui peuvent être émis contribuent à enrichir la réflexion ;
- réutiliser le stock d'idées pour des projets : les archives écrites qui s'accumulent sur un blog fournissent un terreau de choix pour pousser d'autres réflexions ou proposer des solutions à des problèmes qui ont été traités dans ce(s) blog(s) ;
- collectionner, organiser, synthétiser et adapter des informations pour diverses audiences. Avoir un blog demande d'avoir une bonne base de références et informations utiles pour un sujet donné ;
- stimuler la créativité personnelle : un blog suit le ton personnel de son auteur / ses auteurs. A ce titre il représente le terrain d'expérimentation créative de ses auteurs ;
- renforcer la mémoire des idées et modèles mentaux : écrire et synthétiser ses idées sur un blog permet de mieux les mémoriser, en particulier lorsqu'il s'agit de concepts abstraits ou de modèles complexes ;
- structurer l'apprentissage et la pratique réflexive autour d'une pratique régulière et stable ; ce qui encourage un apprentissage plus profond lié à une pratique réflexive plus fine et permettant d'identifier des informations ou des savoirs pertinents ;
- développer un écosystème d'idées autour du blog : au travers des lecteurs qui échangent et transmettent les informations à propos du blog, on développe un véritable écosystème intellectuel et un réseau d'intérêt qui permet de renforcer l'échange et l'enrichissement collectif.

¹ Cette fiche est une adaptation rédigée par Ewen Le Borgne d'un de ses propres textes publié sur son blog en anglais "Blogging for what? For reflecting, for sharing, for learning, for synthesising, for..." (<http://km4meu.wordpress.com/tag/blogging/>). Elle fait également l'objet d'une entrée Wiki spécifique sur la plateforme SA-GE. (http://wiki.km4dev.org/wiki/index.php/Blogs_%28web_logs%29). Pour approfondir le sujet, l'auteur renvoie à une bibliographie que nous avons intégrée dans la rubrique de bibliographie thématique de ce numéro.

² www.blogpulse.com.



Introduction aux médias sociaux

*Sandrine Warsztacki**

Blog, wiki, social networking... derrière ces mots, un même concept, celui de médias sociaux. Quels sont-ils, quels sont leurs avantages, leurs inconvénients, quelles questions soulèvent-ils ? Des exemples tirés du secteur de la coopération et du non-marchand devraient nous aider à y voir plus clair¹.

Andreas Kaplan et Michael Haenlein définissent les médias sociaux comme «un groupe d'applications en ligne qui se fondent sur l'idéologie et la technique du Web 2.0 et permettent la création et l'échange du contenu généré par les utilisateurs²».

Les outils et notions de base...

Un blog...

est constitué d'un ensemble de billets (ou posts), c'est-à-dire, des articles courts, souvent enrichis de vidéos, de photos, de liens vers d'autres sites. Les visiteurs peuvent les commenter, faisant du blog un forum de discussion. Eventuellement, les commentaires deviennent à leur tour une source d'information. L'auteur du blog étant légalement

responsable de son contenu, il choisira de filtrer les commentaires avant leur publication ou de les censurer a posteriori.

Le succès des blogs réside notamment dans leur simplicité d'utilisation. La présentation varie peu d'un blog à l'autre. Généralement, les billets sont classés par ordre antéchronologique. On peut aussi les consulter en fonction de catégories prédéfinies par l'auteur ou effectuer une recherche via un moteur prévu à cet effet.

Le blog se prête bien à l'exercice du journal de bord, à l'exemple de celui des volontaires de la Coopération Technique Belge qui relatent leurs expériences sur <http://blogcooperation.be/>.

Les blogs sont souvent (mais pas toujours) attachés à une personnalité qui y exprime ses opinions.

On rencontre aussi des blogs qui ont pour vocation d'écrire et de compiler l'actualité sur un secteur particulier, reprenant des liens, des infos, des vidéos parus ailleurs. Comme le blog de

Marc Laimé, journaliste au monde diplomatique, sur la gestion de l'eau (<http://blog.mondediplo.net/-Carnets-d-eau->).

Une ONG peut aussi utiliser le blog pour relayer son actualité de façon dynamique. C'est le cas d'Asmae (www.blog.asmae.org).

Des blogs traitant du même sujet peuvent se regrouper au sein d'une communauté de blogs. Le logiciel "Planet" permet de faire apparaître l'ensemble de leurs posts sur une même page. Ces pages seront elles-mêmes appelées Planets.

Le micro-blogging fait actuellement son apparition. De mini-blog se multiplient sur lesquels l'internaute ne poste que des messages très courts. Twitter est le plus connu (<http://twitter.com/>).

Le logiciel permettant de créer un blog et appelé moteur de blog. Il fait partie de la famille des logiciels CMS ou système de gestion de contenu³. Parmi les logiciels gratuits les plus populaires, citons : Dotclear, Wordpress...

Un Wiki...

est un site dont les pages sont modifiables par ses visiteurs. Il facilite l'écriture collaborative de documents avec un minimum de contraintes.

On trouve des wiki dans des domaines aussi variés que la cuisine ou l'écologie. Mais, il semblerait que ce soit en matière d'informatique que les wiki rencontrent le plus de succès (wiki sur Open office, wiki sur les Smartphones...).

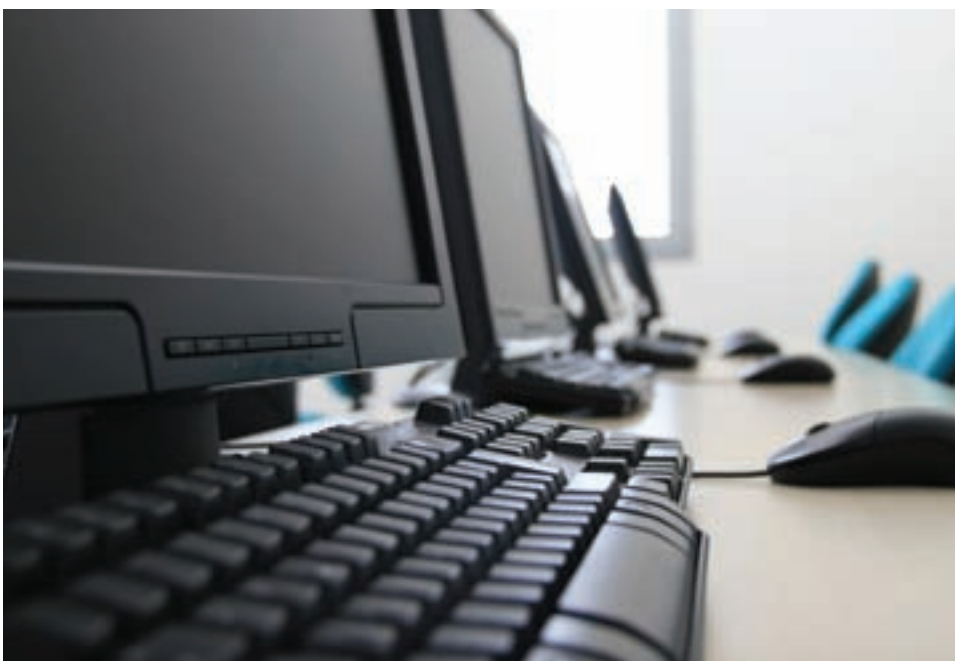
On peut visualiser un wiki en mode lecture ou édition. Pour l'édition, il faut maîtriser quelques règles simples de syntaxe informatique (wiki-texte), permettant de créer des titres, des liens... Certains wiki permettent aussi de visualiser directement la mise en page via un système Wysiwyg ("what you see is what you get", ou un "teltel" diront les Québécois).

La structure d'un wiki évolue en fonction des contributions. Les pages ne sont pas structurées de façon hiérarchique, de multiples parcours peuvent être empruntés en suivant les liens. Comme sur un blog, on peut toutefois faire des recherches via un menu ou un moteur.

Les utilisateurs jouissent d'une liberté d'action très vaste. L'expérience montre que les personnes motivées pour modifier une page ont en général un esprit constructif. Une autorégulation s'instaure d'elle-même dans les communautés dynamiques. Notons que les modifications sont enregistrées dans une base de données, ce qui

permet bien sûr de se référer aux versions antérieures quand c'est nécessaire. Si la plupart des wiki fonctionne sur le principe de l'autorégulation, on peut prévoir un système de modération ou un filtrage éditorial. Ainsi, si Wikipedia (<http://fr.wikipedia.org>) est un wiki ouvert, l'accès à la partie "édition" est limité aux utilisateurs inscrits.

Le programme qui



permet de créer un wiki est appelé “moteur de wiki”, il fait partie de la famille des CMS (cf. plus haut). On répertorie des centaines de moteurs de wiki, du plus simple (Usemod) au plus complexe (Mediawiki). Le lien suivant en donne un aperçu comparatif : www.wikimatrix.org.

A titre d'exemple, dans le secteur de la solidarité internationale, on pourra se référer au wiki de One Laptop per Children (http://wiki.laptop.org/go/Le_Wiki_de_OLPC).

Le Social Networking...

se base sur des applications informatiques qui permettent de constituer un réseau social. Sur ce réseau social peuvent se retrouver des amis, des collègues, des inconnus partageant une même passion... Elles permettent d'éditer des profils, des carnets d'adresses, de créer de nouveaux contacts, de rejoindre un groupe de discussion, d'échanger des photos...

De nombreux opérateurs s'intéressent à ces réseaux pour y placer de la publicité, ce qui ne va pas sans poser des débats sur la question de l'utilisation des données privées dans certains cas.

Les exemples les plus connus, sont Facebook, Myspace (musique), Linkedin (business)... Mais il existe bien d'autres réseaux sociaux orientés vers des causes ou des centres d'intérêt communs, dont quelques-uns seulement, il faut l'admettre, dépassent le simple bavardage sur la toile. Mais c'est en passe d'évoluer positivement.

Dans le domaine de l'environnement, Olicéo réunit des citoyens francophones intéressés par les questions d'écologie et de santé (www.oliceo.fr)

Dans le domaine du tourisme alternatif, Couchsurfing permet à des voyageurs du monde entier de se rencontrer. Un peu dans la même ligne que l'échange de maison, le principe ici est l'échange de canapé. Le tout dans un esprit idéaliste de partage des cultures (www.couchsurfing.com).

Sur Dreamshake, des personnes qui ont un rêve/

projet peuvent en rencontrer d'autres dont les compétences/connaissances peuvent les aider. Il peut s'agir d'un projet très personnel, comme traverser l'Atlantique en voilier, monter un spectacle pour les enfants des rues au Brésil, etc. Et ça fonctionne ! (www.dreamshake.com).

On voit apparaître des réseaux sociaux dans le but de favoriser la récolte de fonds : www.tree-nation.org ou www.kaioo.com (en allemand, sur lequel les utilisateurs forment des groupes parmi lesquels les fonds récoltés sont répartis chaque fin d'année en fonction du nombre de leurs membres).

Il faut encore mentionner le projet Ning (www.ning.com), lancé par Marc Andreessen, un des pères de Netscape. Cette plate-forme sociale en ligne permet de créer son propre réseau social personnalisé en fonction d'un thème, d'un centre d'intérêt. Une partie est gratuite, mais certaines options sont payantes. Dans la partie gratuite, des publicités sont insérées (l'utilisateur peut d'ailleurs payer Ning pour contrôler ces publicités).

La Web conférence

Les outils permettant à plusieurs utilisateurs de voir et entendre la même chose sont appelés outils de collaboration synchrone. Désormais, on partage du son, des images, de la vidéo, des données, des fichiers, des applications... En général, chaque utilisateur se voit attribuer un rôle : participant, organisateur, orateur... Ce rôle définira à quoi il a accès et dans quelle mesure il peut intervenir. Notons, que les rôles peuvent s'échanger en cours de conférence.

Ces outils peuvent être utilisés pour tenir une conférence entre des utilisateurs physiquement distants, mais aussi, travailler à plusieurs sur un document, donner une formation, une conférence de presse, ou encore, fournir un service d'assistance technique à distance. Ils offrent une palette de fonctionnalités toujours plus grande : possibilité d'enregistrer la conférence, de créer un tableau blanc où les utilisateurs peuvent noter leur commentaires, visualiser le bureau (desk-

top) de l'animateur, voire, d'intervenir sur ce bureau...

Parmi les web conférences, on distinguera en particulier les webinars où l'orateur s'adresse de façon unidirectionnelle aux auditeurs (E-learning, conférence de presse). Ces webinars peuvent aussi inclure un espace de questions-réponses.

De nombreux prestataires proposent des solutions de réunions en ligne. La webconférence passe alors par un serveur hébergé chez le prestataire. Il est fréquent que ce dernier propose une version basique gratuite (où le nombre de participants est limité par exemple) et une version professionnelle payante, plus ou moins onéreuse. Par souci de confidentialité, une entreprise, une organisation, peut aussi installer ces outils sur son propre serveur.

Parmi les prestataires de services connus, citons : Webex, Adobe Acrobat Connect, Microsoft Office Live Meeting... Epinglons aussi Dimdim, qui a la particularité d'être édité en opensource (www.dimdim.com).

Le logiciel de téléphonie Skype (Voice over IP) permet de tenir des web conférences ou peut servir d'outil additionnel à un autre système de web conférences.

D'autres applications en vrac...

Le socialbookmarking, qui permet de s'échanger ses liens favoris (delicious.com).

Le partage de photos et de vidéos dont les célèbres Flickr (www.flickr.com) et Youtube (www.youtube.com) .

Les plateformes de troc (www.myrecyclestuff.com).

Les forums (voir Dgroups, ci-dessous)

Etc.

Plateformes collaboratives dans le monde de la solidarité internationale

dgroups.org...

... est "une plateforme en ligne offrant des outils et des services pour réunir les individus et les organisations qui composent la communauté in-

ternationale du développement".

Aujourd'hui de nombreux organismes de la coopération souhaitent avoir leur plateforme en ligne. Dgroups propose un espace commun au lieu de démultiplier les espaces existants. Il se présente comme un service non commercial, respectueux de la vie privée, et ne nécessitant pas une trop grosse bande passante pour pouvoir être utilisé dans les pays du Sud. Aujourd'hui Dgroups attire quelques 10.000 utilisateurs individuels.

Lancé en 2002, Dgroups est à l'origine un projet de Bellanet/IDRC⁴. Début 2009, les membres de Dgroups ont décidé qu'une entité légale regroupant les partenaires était nécessaire pour continuer. Ainsi est apparu le Fondation DGroups⁵.

Dgroups fonctionne essentiellement à la façon d'un forum géant à l'intérieur duquel des groupes sont créés sur des thématiques, projets, particuliers. Pour créer un groupe, il faut être membre de Dgroups ou demander à un membre un droit d'accès. Un blog "Dgroups" relate les événements en rapport avec la plateforme, son évolution, etc.

www.changealliance.org...

... se présente comme "un réseau émergent d'organisations qui joignent leurs forces dans le but de rendre plus efficaces les approches multi-acteurs". D'une part, l'Alliance soutient (à travers son expertise, financièrement...) ce qu'elle appelle des "actions sites", c'est-à-dire des processus multi-acteurs dans lesquels des membres de l'Alliance sont impliqués (ex : améliorer la production agricole en Ethiopie, la gestion de l'eau autour du Mekong...) ; d'autre part, elle relie ces "action sites" au sein d'une "plateforme globale d'apprentissage" où les leçons des "actions sites" sont partagées pour créer un nouveau savoir. Cette plateforme d'apprentissage est à la fois un espace virtuel et physique de partage d'expérience. Concrètement, on retrouve sur le site de Change Alliance, des blogs, des news, une rubrique ressources (divisée en Portail ressources et Littérature-clé), des études de cas, des discussions thématiques...

The Change Alliance est née des discussions entre des organisations hollandaises et leur partenaires Generative Change Community, le Ministère des Affaires étrangères hollandais, Institute of Development Study (UK). Toujours en quête de donateurs, la Change Alliance, a débuté avec un financement de ICCO et de Wageningen International⁶.

www.km4dev.org/

Knowledge Management for Development (KM4Dev) se définit comme “une communauté internationale de praticiens du développement intéressés par les questions de gestion et de partage des connaissances.”

En toute logique en utilisant la palette de nouveaux moyens de communication. Ainsi, on retrouve sur leur site : un réseau Ning, des blogs, du partage de photos, un calendrier partagé par les membres...

KM4Dev est né en 2000, suite à la volonté de poursuivre une réflexion amorcée dans des ateliers. Km4dev s'est d'abord constitué sous la forme d'un Dgroups (voir plus haut), puis d'une mailing list, puis d'un site complet qui fonctionne grâce à la participation d'un groupe de volontaire (www.km4dev.org/notes/KM4Dev_Core_Group). L'initiative est financée par la DDC (Agence suisse pour la coopération), IDRC (International Development Research Center) et Helvetas (Association suisse pour la coopération internationale).

Il existe une plateforme francophone de K4dev : SA-GE. Elle a récemment lancé son wiki (<http://wiki.km4dev.org/wiki/index.php/SA-GE>).

Vers le Web 3.0...

Alors qu'on est loin d'avoir fait le tour de ce que l'on peut tirer du web 2.0, voilà déjà que l'on nous parle de web 3.0. A vrai dire, le concept reste encore flou. Pour certains commentateurs ce ne serait d'ailleurs qu'une invention de journalistes, un mot fourre-tout pour désigner le web du futur, sans réel contenu.

Si l'on brosse les grandes lignes, les caractéristiques de ce web futur seraient la mobilité (on peut consulter sur n'importe quel appareil, depuis n'importe où) et la “customization” (les applications pourraient être personnalisées, que ce soit leur design, leurs fonctionnalités).

Mais surtout, le web 3.0 sera le web sémantique. En simplifiant à l'extrême, il s'agit grosso modo, de technologies permettant à des programmes d'utiliser les informations du web. On pourrait ainsi taper sur Google une question du type : quels sont les fondateurs du mouvement Oulipo en littérature ? Et avoir une réponse qui prend en compte le sens de la question.

Nous verrons ce qu'en fera le monde de la solidarité internationale.

* Ex-employée du COTA. Actuellement journaliste à l'Agence Alter.

¹ On se référera également aux exemples de communautés en ligne cités dans la note “partenariats en réseaux d'échange et de renforcement de capacités (http://www.cota.be/SPIP/article.php3?id_article=39&artsuite=4#sommaire_1).

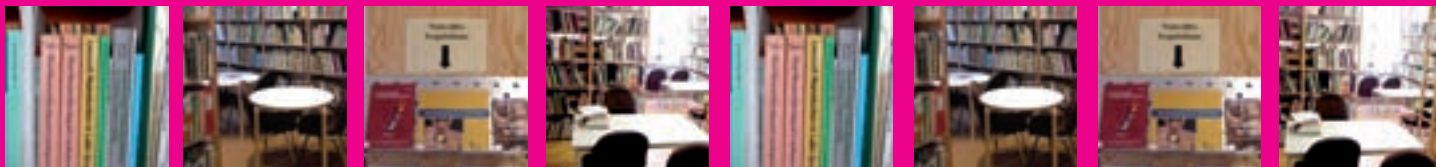
² Kaplan Andreas M., Haenlein Michael (2009). Utilisation et potentiel commercial des hyperréalités : une analyse qualitative de Second Life, Revue Française du Marketing, N°222, 69-81.

³ Famille de logiciels destinés à la conception et à la mise à jour dynamique de sites ou d'applications multimédia. Ils permettent à plusieurs individus de travailler sur un même document, de séparer les opérations Gestion de la forme et du contenu (http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_Content_Management_Systems).

⁴ www.bellanet.org

⁵ liste des membres <http://dgroups2.wordpress.com/dgroups-partnership/>

⁶ Liste du groupe fondateur : www.changealliance.org/about/governance-and-funding/foundation-group/



Le centre de documentation du Cota

Le centre de documentation du Cota : la référence en matière d'information relative au développement

Le COTA gère et anime un centre de documentation qui met à votre disposition de l'information technique et méthodologique utile dans le cadre de la mise en œuvre de projets de développement durable.

Le centre de documentation du COTA s'adresse principalement aux "coopérants ONG" et au personnel de terrain des projets de développement. Notre centre est néanmoins ouvert à tous : étudiants, personnes originaires de pays en développement désireuses de rentrer au pays pour y monter un projet ou une petite entreprise,...

La bibliothèque, ouverte gratuitement au public, comprend plus de 24 000 documents et reçoit régulièrement environ 300 périodiques et newsletters. La majorité de ces documents sont en langue française ou anglaise, mais certains sont en espagnol ou en portugais.

Les documents sont rangés selon le système de classification SATIS, qui comprend huit grands thèmes divisés chacun en sous-thèmes :

- Le développement en général et la coopération au développement en particulier
- Quelles énergies pour un développement durable
- Les techniques de gestion de l'eau (approvisionnement, épuration, distribution)
- Le développement agricole (agronomie tropicale, agriculture biologique, gestion de terre)
- La transformation des produits agroalimentaires
- La petite entreprise, l'artisanat
- La construction, principalement en matériaux locaux
- La santé, la mise en place et l'organisation de structures de soins de santé primaires.

Le centre de documentation offre un service personnalisé d'aide à la recherche et met à votre disposition un ordinateur. Il offre également la possibilité de recevoir gratuitement la liste de nos nouvelles acquisitions ou des listes thématiques sur les sujets qui vous intéressent.

Le centre de documentation du COTA fait partie de SUDOC, réseau de centres de documentations belges francophones spécialisés dans les questions de développement et les relations Nord-Sud. SUDOC a créé un catalogue commun regroupant les bases de données documentaires des six centres de documentation membres du réseau (CNCD, CETRI, COTA, Iles de Paix, SEDIF et UNICEF).

Vous pouvez consulter le nouveau site Sudoc (www.sudoc.be) qui reprend une présentation sommaire de ces six associations, une palette de nouveaux services qui



seront bientôt mis en ligne (nos coups de cœur, des dossiers thématiques, une rubrique Actualités et une rubrique Education au développement) ainsi qu'un catalogue collectif interrogeable en ligne.

Consultation et prêt des documents :

Le centre de documentation est accessible gratuitement à tous les visiteurs. Chaque visiteur peut emprunter jusqu'à 5 documents pour une durée de 15 jours. Une participation de 0,5€/document est demandée pour le prêt. Vous pouvez également vous abonner pour une durée d'un an (6€). Une photocopieuse (noir et blanc) est à disposition des visiteurs pour permettre de photocopier les documents (0,10€/page).

Informations pratiques :

COTA asbl – Centre de documentation

Rue de la Révolution, 7

1000 Bruxelles - Belgique

Tél. +32(0)2 218 18 96

Fax. +32(0)2 223 14 95

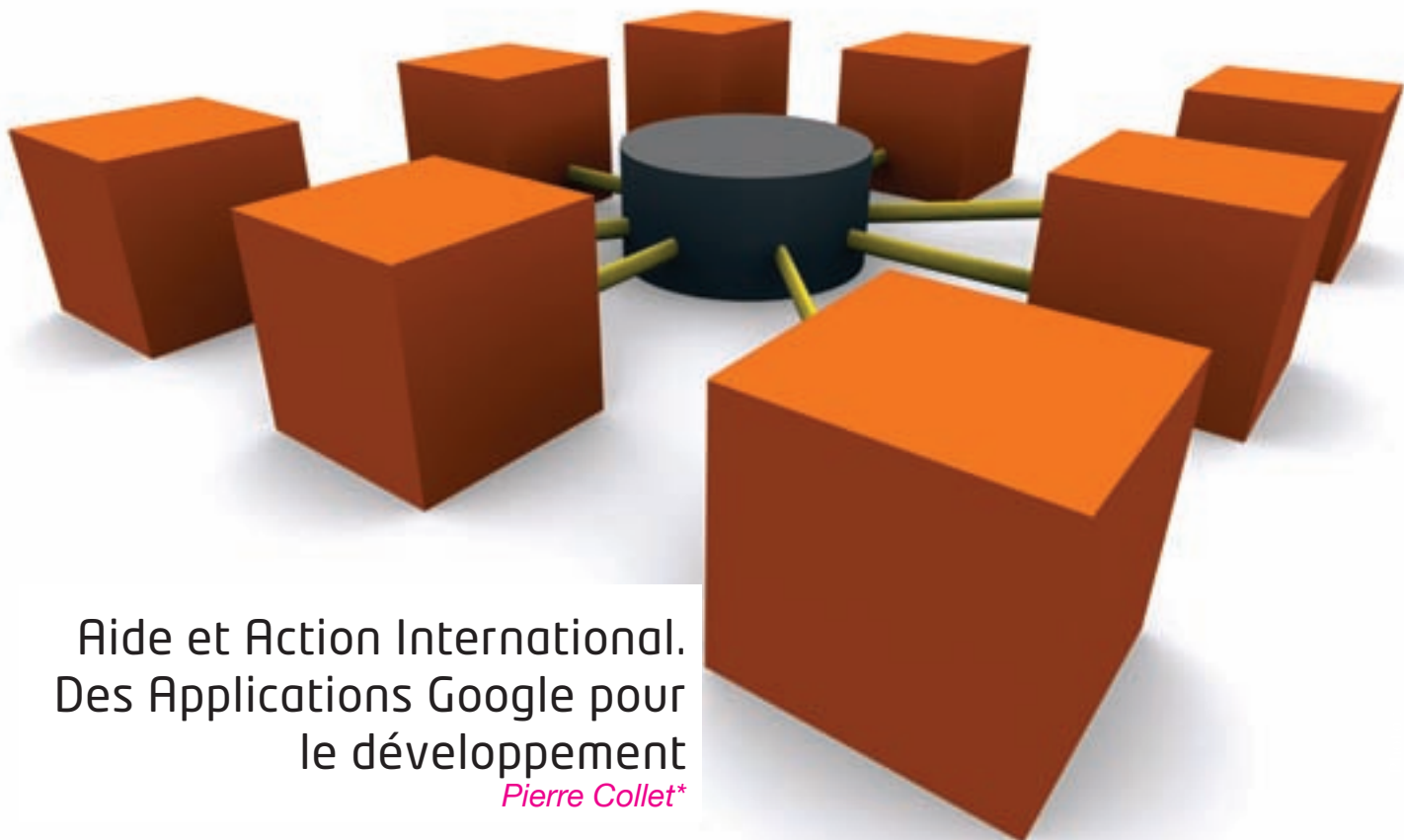
Accès en transports en commun (métro : Madou, tram : 92, 94, bus : 29, 63, 65)

Horaires :

Le centre de documentation est ouvert du lundi au jeudi de 9h à 13h et de 14h à 17h, le vendredi de 14h à 17h.

Contacts :

Pour de plus amples informations, n'hésitez pas à contacter les documentalistes : Valérie Bertrand (valerie.bertrand@cota.be) et Frédéric Piron (frederic.piron@cota.be).



Aide et Action International. Des Applications Google pour le développement

*Pierre Collet**

Depuis un an, Aide et Action International (AEAI) est engagée dans un processus de refonte de son système d'information (SI). Vaste chantier au sein duquel l'organisation est notamment amenée à développer l'utilisation d'applications collaboratives utilisant la technologie web...

Les projets d'AEAI sont orientés selon neuf thématiques d'actions liées aux enjeux de l'éducation dans le monde. Ces thématiques permettent une lecture et une analyse transversale des projets menés par l'organisation. L'enjeu pour les "thématiciens" dispersés sur tous les continents, est de parvenir à coordonner à distance leurs activités, collaborer sur une analyse des projets, et organiser le travail à l'échelle internationale avec les points focaux pour relayer au mieux l'information. Le besoin de transversalité a fait l'objet d'un atelier de réflexion spécifique de l'équipe interne. Les débats ont incité AEA I à explorer l'univers des applications Internet. C'est Google Apps qui a alors retenu son attention.

L'outil

Google Apps s'appuie sur une technologie ré-

cente liée à l'évolution rapide du web collaboratif dit web 2.0. La plateforme "Apps" a été lancée par Google il y a un peu plus de deux ans aux Etats-Unis et son arrivée en France date de Juin 2008. Il s'agit d'une suite d'applications web qui est peu à peu adoptée par des entreprises d'envergure internationale, mais aussi par de nombreuses universités, organisations, institutions regroupant des millions d'utilisateurs à travers le monde.

En effet, une édition gratuite dédiée à l'éducation¹ est réservée aux écoles, collèges, lycées, universités ainsi qu'aux organisations reconnues par les ministères de l'éducation, de manière à permettre à ces structures de développer des Espaces Numériques de Travail (ENT) sans investissement financiers conséquent. Il n'y a pas de coûts d'infrastructure et de développement. C'est dans ce cadre qu'AEAI a pu bénéficier gratuitement de la technologie (Il existe aussi une édition "non profit" avec des offres intermédiaires).

Pour le moment (car son contenu évolue constamment) cette suite est composée d'une

boîte mail avec Chat intégré, d'un agenda partagé, d'un espace documentaire en ligne. Elle permet l'utilisation de wiki/blog (sites), ainsi que d'outils dédiés au partage de photos (Picasa), de vidéos, un système d'information géographique (SIG : Google Earth) intégré, et des agrégateurs de flux Rss (Google reader) pour la veille Internet...

Autant d'outils qu'il a fallu s'approprier et dont il a fallu expérimenter et développer des utilisations spécifiques à l'organisation.

L'apport

L'apprentissage collectif de cette nouvelle génération d'outil a ouvert un certain nombre de perspectives nouvelles. Il incite aujourd'hui à faire évoluer la relation avec les partenaires, ainsi que les dispositifs d'échanges. Ce que l'ONG appelle "le lien", "le lien solidaire", le socle et le fondement de sa démarche de développement, est en train de sortir de son cadre traditionnel du fait de l'utilisation d'outils numériques.

L'utilisation combinée des différentes applications offre des dispositifs d'échanges et de capitalisation plus riche et plus flexibles. L'utilisation des wikis permet de faire cette synthèse. Contrairement à un site web classique, ouvert à tous les internautes et complexe d'utilisation, les wikis permettent d'aménager des espaces de travail spécifiques et à accès limité. L'édition de documents y est grandement facilitée. Dans le cadre d'un projet, ils peuvent être ouverts à une équipe bénévole, à des partenaires, puis publiés si les contenus produits s'y prêtent.

Les wikis peuvent ainsi être compris comme des "agencements collectifs d'expressions" (concept de Gilles Deleuze), des laboratoires transversaux d'idées, de pratiques et d'expérimentations. L'idée c'est d'ouvrir des espaces d'expressions collectives, et l'utilisation des wikis nous offre cette possibilité.

Il permettent de donner la parole aux partenaires et d'échanger dans un cadre moins officiel que celui d'un site institutionnel. Ils peuvent aussi

constituer le support d'échanges pédagogiques entre classes et établissements scolaires et se formaliser en véritables espaces numériques de travail, d'échanges, en passerelles interculturelles, en dispositifs pédagogiques... Ils permettent de capitaliser les ateliers et les contenus en formats riches issus des projets : photos, vidéos, cartes satellites. Avec un peu de méthodologie, il est possible d'y raconter l'histoire d'un projet et d'en garder la mémoire.

Avec d'autres applications, on peut encore géolocaliser et centraliser les données ou effectuer du traitement statistique, ce qui facilite les projets de recherche et fait gagner du temps.

A terme, la mise en place d'un moteur de recherche intelligent permettra d'unifier les bases de données et de faciliter l'accès à l'information par delà les consoles d'administration (qui sont en développement)².

Au sein de l'équipe thématique, le "pilote" a rempli ses objectifs et comme les potentialités de l'outil dépassaient le cadre du "travail thématique" une présentation a alors été faite à la direction. Un pilote plus ambitieux a été décidé, proposant l'extension de l'outil à l'ensemble des équipes en Europe et en Afrique de l'Ouest. Nous sommes aujourd'hui en pleine phase d'internationalisation de l'outil. Ce qui signifie que 1000 salariés sont désormais concernés.

Les difficultés à dépasser

Le fait de passer d'applications bureautiques classiques (sur un poste) à des applications web n'est pas un changement évident à négocier pour les salariés. L'hypertexte peut parfois donner le vertige. Une formation *ad hoc* est indispensable pour faciliter la transition. Chaque application nécessite 1h de formation pour être maîtrisée (ce qui est peu, les outils sont très intuitifs). Pour une équipe de 20 personnes la transition peut se faire en un mois. Mais à une échelle de 1000 personnes, la volumétrie est considérable et cela prends beaucoup plus de temps. Il faut un réel engagement des managers pour que cela fonctionne et pour que les enjeux soient compris et partagés par tous.

La création d'espace d'auto-formation en ligne et l'utilisation de video explicatives (e-learning) est aussi une partie de la solution.

Il faut tenir compte des problèmes de connexion dans les diverses régions d'interventions. Heureusement, un certain nombre d'outils permettent de travailler en bas débit, voire hors connexion. Mais les coupures de courant restent un incontournable auquel nous devons nous confronter.

Enfin la question de la sécurité et de l'administration est une priorité sur laquelle il faut communiquer, rassurer, et former (bonnes pratiques). Une bonne maîtrise des processus de modération et

d'administration est requise pour se lancer dans une stratégie d'ouverture (open strategy) pour qu'elle ne se transforme pas en un chaos ingérable. Le système à aborder est multipolaire; c'est à la fois l'intérêt et le risque majeur. Il faut se donner un temps d'appropriation suffisant. C'est une véritable culture de la formation continue et de l'innovation qu'il faut intégrer.

* Chargé de Mission à la Direction Internationale. Aide et Action Internationale.

¹ <http://edu.googleapps.com/Home>

² On dit aussi "Back office". Il s'agit d'une interface réservée au propriétaire d'un site Internet permettant sa mise à jour en temps réel. La console d'administration Online vous permet de gérer vos hébergements et vos noms de domaines, vous pourrez acheter, renouveler et transférer vos domaines. Toute l'administration de votre hébergement se fait via la console (mail / web / sql / statistiques / etc.).

Sur le thème du trimestre...

BLOGS :

>> 23 essential elements of sharable blog posts

<http://www.chrisbrogan.com/23-essential-elements-of-sharable-blog-posts/>

>> Reflective learning and weblogs

<http://blog.mathemagenic.com/2010/01/22/reflective-learning-and-weblogs/>

Un blog de Lilia Efimova contenant des liens très intéressants vers notamment :

>> Blogging for knowledge workers : incubating ideas

<http://blog.mathemagenic.com/2010/01/11/blogging-for-knowledge-workers-incubating-ideas/>

>> Blogging for knowledge workers : personal networking

<http://blog.mathemagenic.com/2010/01/27/blogging-for-knowledge-workers-personal-networking/>

>> Facilitating adoption of weblogs in knowledge : intensive environments

<http://blog.mathemagenic.com/2009/06/16/facilitating-weblog-adoption/>

RESEAUX SOCIAUX ET PROFESSIONNELS

>> Ethique et solidarité humaine à l'âge des réseaux

Ph. Breton, Cl. Henry, H. Le Crosnier, S. Missonier
L'Harmattan, 2006, 140 p.

Cote Cota : 163.6-BRE-e

>> Motivation and barriers to participation in virtual knowledge-sharing communities of practice

A. Ardichvili, V. Page, T. Wentling

OKIC Conference, Athens, 2002

Référence Internet : www.emerald-insight.com/10.1108/13673270310463626com/10.1108/13673270310463626

>> Web 2.0 : interrelations de la société civile

D. Barnard

In : ICTupdate, n°39, 2007

Référence Internet : <http://ictupdate.cta.int/fr/dossiers/interrelations-de-la-société-civile>

>> Strategic intentions : managing knowledge networks for sustainable development

H. Creech, T. Willard
IISD, Canada, 2001, 158 p.

Référence Internet : www.iisd.org/publications/pub.aspx?id=306

>> Networking for learning : what can participants do ?

A. van Zee, P. Engel

ECDPM, ICCI, 2004, 19 p.

Référence Internet : www.mande.co.uk/docs/networkingfor-learning.pdf

>> Work the net : a management guide for formal networks

M. Glueck

GTZ, New Delhi, 2006, 158 p.

Référence Internet : www2.gtz.de/dokumente/bib/gtz2008-0318fr-guide-reseaux-formels.pdf

>> Les difficultés pratiques des communautés de pratiques

E. Josserand, B. de Saint Leger

CREPA, Paris, 2004, 23 p.

Référence Internet : www.strategie-aims.com/Normandie04/sessions/Josserand-De_Saint_Leger.pdf

>> Pourquoi s'intéresser aux communautés de pratiques ?

G. Panisse

CEDIP, fiche technique n°28, 2004, 4 p.

Référence Internet : www.cedip.equipement.gouv.fr/article.php3?id_article=52

>> Les communautés de pratiques sont-elles pertinentes ?

E. Vaast

CRG, Paris, 2002, 27 p.

Référence Internet : www.strategie-aims.com/actes02/Fichiers/Vaast.pdf

>> Networks as a form of capacity : workshop report

J. Zinke

ECDPM, Bruxelles, 2005, 34 p.

Référence Internet : www.impactalliance.org/ev_en.php?ID=19860_203

>> Les réseaux sociaux : les origines de l'analyse des réseaux sociaux

P. Mercklé

CNED / ENS-LSH, Lyon, 2004, 20 p.

Référence Internet : http://eco.ens-lsh.fr/sociales/reseaux_merckle_03_origines.pdf

>> Intranet et groupware : pour travailler en équipe

M. Saadoun

Cergy Saint Christophe, France, s.d., 9 p.

Référence Internet : www.webreview.dz/IMG/pdf/INTRANET_GROUPWARE_Pour_travailler_en_equipe.pdf

>> Evaluating international social-change networks : a conceptual framework for a participatory approach

R. Wislon-Grau, M. Nunez

In : Development in Practice, vol. 17, n°2, 2007, 15 p.

Référence Internet : [www.mande.co.uk/docs/Evaluating International Social Change Networks, Ricardo W.pdf](http://www.mande.co.uk/docs/Evaluating_International_Social_Change_Networks_Ricardo_W.pdf)

>> Networking with partners

W. Zehender

GTZ, Eschborn, 2000, 188 p.

Référence Internet : www2.gtz.de/dokumente/bib/00-0984.pdf

>> Cultivating communities of practice : a guide to managing knowledge

E. Wenger, R. McDermott, W. M. Snyder

Harvard Business School Press, Boston, 2002, 284 p.

Cote Cota : bureau SB

>> Diversifying participation in network development : case studies and research from WDR Research Cycle 3

A. K. Mahan, W. H. Melody

CRDI, Ottawa, 2007, 230 p.

Référence Internet : www.idrc.ca/uploads/user-S/12018071151AmyMahanDParticipation.pdf

>> Guide de la coopération décentralisée pour la solidarité numérique

Agence mondiale de solidarité numérique

DGCID, Paris, 2008, 136 p.

Référence Internet : www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/580_Int_Solidarite_numerique-2.pdf

>> Guía para la integración de las TIC en la Cooperación Española

Coordonné par S. de Funes Casellas

Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación, Madrid, 2006, 108 p.

Référence Internet : www.maec.es/SiteCollectionDocuments/Cooperacion_espanola/Publicaciones/Guia_TIC.pdf

>> Des TIC-D ouvertes : document de travail

M. Smith, N. J. Engler, G. Christian, et al.

CRDI, Ottawa, 2008, 46 p.

Référence Internet : www.idrc.ca/uploads/user-S/12378411101Open_ICT4D_French.pdf

>> Travailler en réseau

ITECO

In : Antipodes, n°183, 2008, p. 3-35

Cote Cota : S111.a



Les réseaux sociaux sur le web facilitent le partage de connaissances entre organisations de la société civile africaine

*Roukiattou Ouédraogo, Sylvestre Ouédraogo**

Avec la plateforme de réseau social NING, Yam Pukri permet désormais à ses membres de mieux échanger. Yam Pukri a ouvert un espace de débat pour favoriser les discussions et échanges entre les membres des réseaux burkina-ntic et faso-dev.net.

Yam Pukri est une association pionnière au Burkina Faso dans la formation, l'information, l'appui et le conseil en nouvelles technologies. Elle existe depuis 1998. Parmi ses activités d'information figure en bonne place un programme de partage de connaissances mis en place depuis 2002 avec le soutien de l'Institut International pour la Communication et le Développement (IICD) : Burkina NTIC.

Burkina NTIC

Ce programme consiste en la mise en réseau d'acteurs œuvrant pour l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour le développement du Burkina Faso. Ce réseau, qui compte aujourd'hui près de 600 membres, a pour vocation de favoriser la collaboration et l'entraide entre ces acteurs. Au départ, cela se

faisait surtout par l'intermédiaire d'un site Internet (burkina-ntic.net) sur lequel étaient ouverts divers groupes de discussion.

Il est rapidement apparu que la plupart de ces discussions restaient très privées, n'impliquant que quelques membres très concernés ou spécialisés et qu'il était très difficile de les suivre et de les socialiser car les contributions étaient échangées par courrier électronique.

En effet, le site lui-même n'offrait que peu de modalités d'interactions et aucun moyen direct de réagir aux informations qui y paraissaient.

Il a donc fallu compléter le dispositif par une interface plus souple et instantanée. D'où le recours depuis la fin février 2008 à un réseau social de type Ning¹.

"L'arbre à palabres" de ceux qui s'intéressent aux TIC pour le développement

C'est ainsi que pourrait être désigné le réseau social www.burkina-ntic.ning.com. Sous cet arbre à palabre virtuel, les membres, du Burkina

Faso et du reste du monde, se retrouvent pour partager leurs savoirs, poser des questions et s'apporter mutuellement des réponses. Chaque membre peut désormais suivre tous les débats en cours. Le Ning est devenu une plateforme de rencontres et de valorisation d'expériences et de compétences ; un espace de veille également.

Les échanges sont d'autant plus vivants et conviviaux qu'ils mettent à profit tous les potentiels du Web 2.0. et, outre la diffusion de textes, permettent l'édition de vidéos, de photos, etc. La nature même des documents change. Ils ne sont plus seulement techniques ou théoriques. Ainsi, à l'occasion de la journée internationale de la femme (le 8 mars), un groupe "TIC et genre", a utilisé des récits, des images humoristiques...

Actuellement, la plateforme compte 109 membres, africains et européens. Beaucoup de liens naissent à partir de la plateforme, ce qui renforce la coopération sur tous les plans. Ainsi, des personnes ressources burkinabées sont sollicitées pour répondre à des appels d'offres, des enseignants se mettent en relation pour préparer des activités éducatives sur les TIC...

<http://agri-tic.ning.com>

Le succès de la formule a inspiré une autre initiative centrée cette fois sur l'agriculture et les nouvelles technologies. Elle a été mise en œuvre à l'occasion d'une conférence organisée en 2009 à Ouagadougou sur le même thème.

Pendant plus de trois mois, avant l'événement, les membres ont débattu des problèmes agricoles et surtout sur la question de l'intégration des nouvelles technologies aux enjeux de la commercialisation des produits agricoles. Cela a facilité la rencontre de Ouagadougou dans la mesure où les échanges étant préparés, ils sont allés plus droit au but et où les participants étaient davantage familiarisés les uns avec les autres.

Pendant l'événement, le forum virtuel est resté un apport important puisque des vidéos y étaient éditées au fur et à mesure du déroulement de la manifestation pour restituer et prolonger les

échanges et permettre aux absents de suivre en direct les activités dans les grandes lignes.

Familiariser les néophytes

Bien que l'usage des réseaux sociaux soit simple, avant de tirer profit de leurs potentiels, il faut un certain temps de pratique pour en intégrer les principes et les quelques rudiments techniques nécessaires. Une formation pourra parfois s'avérer nécessaire : par exemple à la prise d'images, à l'écriture pour le web ainsi qu'à l'alimentation des réseaux sociaux.

Le succès des formations dispensées par Yam Pukri a convaincu le CTA² d'en offrir une au réseau d'appui à la citoyenneté des femmes rurales d'Afrique de l'Ouest et du Tchad et l'Union des Femmes Rurales Ouest-africaines. Ainsi, a-t-on vu naître le réseau virtuel <http://resacifroat.ning.com/> qui comprend déjà des contenus forts riches (rapports de rencontres, témoignages sur des luttes contre l'excision, des pratiques agricoles).

Présentement, la plateforme est bien animée et forte de 44 membres répartis sur toute l'Afrique et l'Europe. Les femmes arrivent à échanger des informations entre elles avec une grande facilité. Le fait d'être sur la même page crée une certaine émulation dans la production des contenus. Pour créer une meilleure incitation, chaque femme a pris la résolution d'écrire au moins une fois par mois et s'est même engagée à payer des amendes en cas de silence.

Pour des femmes dont la plupart habitent en zone rurale, tenir cet engagement montre bien la force du nouveau lien social que créent certains réseaux sociaux.

* Yam Pukri (www.yam-pukri.org).

¹ Pour une définition du Ning, voir dans ce même numéro l'article de Sandrine Warsztacki.

² Centre Technique de Coopération Agricole et rurale (www.cta.int/fr).

Nouveautés en bibliothèque

Vous pouvez retrouver la liste complète des nouvelles acquisitions du centre de documentation sur notre site (<http://www.cota.be>) ou encore la recevoir par courrier électronique (sur demande bibliotheque@cota.be). Les ouvrages repris ci-dessous sont disponibles en consultation au centre de documentation. Si vous désirez acquérir un de ceux-ci, veuillez contacter le diffuseur indiqué.



>> Refonder les politiques de développement : les relations Nord-Sud dans un monde multipolaire

Sous la direction d'Arnaud Zacharie
Le Bord de l'eau, Lormont, 2010, 175 p.
Cote Cota : 111-ZAC-r

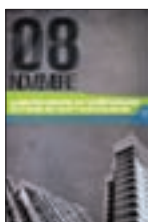
Cet ouvrage a pour but de décrire les mutations de l'économie mondiale et des relations internationales, leur impact sur les relations Nord-Sud et les défis qu'elles impliquent en matière de politiques de développement. Cet ouvrage propose des pistes alternatives en vue de refonder les politiques de développement.



>> Environnement et développement : regard sur 30 projets de coopération

CTB, Bruxelles, 2009, 124 p.
Cote Cota : 120-CTB-e

Ce document présente de manière concrète les problématiques environnementales qui interviennent dans les projets mis en œuvre par la CTB et ses partenaires et comment elles sont prises en compte. Y sont abordées les thématiques suivantes : les politiques d'environnement, l'agriculture, la gestion des ressources naturelles, l'éducation, l'eau, l'assainissement urbain et enfin l'énergie.



>> Guide international sur la méthodologie du travail de rue à travers le monde

Dynamo, Bruxelles, 2009, 103 p.
Cote Cota : 132-DYN-g

Le travailleur de rue reste le premier maillon de l'accompagnement et de l'aide sociale. Le travail de rue nécessite d'adapter perpétuellement ses méthodes de travail et l'évaluation qui en découle. Ce guide, fruit d'un vaste processus d'échange de pratiques, présente les pratiques, méthodes et outils du travail de rue, dans une approche globale.



>> Les objectifs du millénaire et l'alimentation en Afrique : étude diagnostique sur la RD Congo, le Burundi, le Rwanda, le Sénégal et le Burkina Faso

CWBCI, Bruxelles, 2007, 174 p.

Cote Cota : 500-CWB-o

Cette étude vise à dresser un diagnostic de la situation alimentaire, agricole et d'extrême pauvreté dans cinq pays d'Afrique (la RDC, le Burundi, le Rwanda, le Sénégal et le Burkina Faso) en rapport avec les indicateurs de développement internationaux, et plus particulièrement les objectifs du millénaire pour le développement.



>> La souveraineté alimentaire : regards croisés

Sophie Charlier, Gérard Warnotte

Entraide et Fraternité, Bruxelles, 2007, 327 p.

Cote Cota : 500-CHA-s

Cet ouvrage place au centre de sa réflexion l'analyse des dimensions sociales, politiques, économiques, culturelles et environnementales d'une souveraineté alimentaire assurée à long terme pour les populations. Il vise à amorcer une réflexion de fond en vue de développer des pistes d'action pour répondre aux défis de la souveraineté alimentaire.



>> Les recherches en « genre et développement » pour des politiques de développement appropriées

Sous la direction d'Isabel Yépez del Castillo, Sophie Charlier et Sophie Grenade

Commission Femmes et Développement, Bruxelles, 2009, 235 p.

Cote Cota : 118-YEP-r

La 1ère partie propose trois regards épistémologiques croisés sur les recherches en genre et développement à partir de trois perspectives particulières. La 2ème partie de l'ouvrage regroupe six interventions qui décrivent des recherches menées en Belgique, en appui à la politique de développement. La 3ème partie propose quatre textes qui abordent les questions du genre et des migrations. Enfin, la dernière partie propose l'exposé de sept recherches en cours menées par de jeunes chercheurs.



>> Coalitions citoyennes : comptables de leur projet ? Une contribution au débat international sur les responsabilités de la société civile

Erik Rydberg

Fondation pour les Générations Futures, Namur, 2007, 37 p.

Cote Cota : 111-RYD-c

La question de l'éthique et la responsabilité des associations est de naissance récente et doit encore se tracer un chemin. Cette publication a pour objectif de donner au lecteur une série de repères à ce sujet à partir de questions : quand et dans quel contexte ces préoccupations d'éthique et de responsabilité associatives ont-elles émergé ? Quelles sont les pistes pour le futur ? Vers quelles voies s'orienter ?



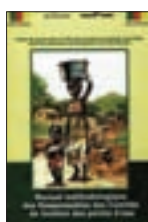
>> **L'approche de l'empowerment des femmes : un guide méthodologique**

Sophie Charlier, Lisette Caubergs

Commission Femmes et Développement, Bruxelles 2009, 40 p.

Cote Cota : 118-CHA-a

Ce document présente les fondements théoriques du concept d'empowerment, choisi comme élément central pour mesurer l'évolution, le développement des individus et des sociétés dans le cadre de programmes de développement. Il présente ensuite une proposition méthodologique pour l'élaboration d'indicateurs d'empowerment spécifiques et des cas pratiques.



>> **Projet de construction de 30 puits équipés des pompes manuelles dans les communes de Mengueme et de Nkolafamba : manuel méthodologique des responsables des comités de gestion des points d'eau**

Arc-en-ciel, Yaoundé, 2009, 38 p.

Cote Cota : 321-ARC-p

Le but de ce manuel est de contribuer au renforcement des capacités des représentants des communautés en matière d'animation et de gestion afin de pérenniser les réalisations. C'est un outil méthodologique et didactique qui présente quelques méthodes et outils susceptibles de les aider dans leur lourde mission.



>> **Comprendre l'agriculture familiale : diagnostic des systèmes de production**

Nicolas Ferraton, Isabelle Touzad

Quae, CTA, Presses Agronomiques de Gembloux, 2009, 123 p. + 1 CD-Rom

Cote Cota : 402-FER-c

Cet ouvrage est consacré à l'analyse et au diagnostic des systèmes de production. Il propose une démarche et des outils permettant de décrire les choix et les pratiques des agriculteurs en matière de production, de transformation et de commercialisation, d'en comprendre la cohérence et d'en identifier les moteurs techniques et socio-économiques.



>> **Innover avec les acteurs du monde rural : la recherche-action en partenariat**

Guy Faure, Pierre Gasselin, Bernard Triomphe, et al.

Quae, CTA, Presses Agronomiques de Gembloux, 2010, 221 p.

Cote Cota : 113-FAU-i

Cet ouvrage donne les fondements de la recherche-action en partenariat en agriculture et des éléments pour mettre en pratique une telle démarche. Il s'appuie sur un large éventail d'expériences dans l'agriculture des pays du Sud. Ce manuel est destiné aux chercheurs, aux techniciens du développement rural et aux représentants d'organisations du monde rural.

Périodiques

>> Etat des résistances dans le Sud - 2010 : monde arabe CETRI

Alternatives Sud, vol. 16, n°4, décembre 2009

Par pays, puis à l'échelle du Maghreb et du Moyen-Orient, cette synthèse aborde les manifestations de la contestation des monarchies et des républiques autoritaires dans ces régions. Les réalités des résistances à l'ordre établi et aux inégalités sociales dans le monde arabe apparaissent, à un deuxième niveau de lecture, à la fois denses et complexes.

>> Sécurité alimentaire : au-delà de l'urgence

Courrier de la Planète, n°91, décembre 2009

Ce dossier reflète la diversité des formes de l'insécurité alimentaire : confrontation à une catastrophe naturelle exceptionnelle dans un pays pauvre ; déficit de production et donc de disponibilités alimentaires dans des zones rurales peu ou mal connectées au reste du marché ; difficultés structurelles à garantir l'autosuffisance alimentaire à l'échelle nationale pour une puissance émergente, ...

>> What next for INGO structures ?

INTRAC

Ontrac, n°44, janvier 2010

Ce numéro présente les orientations futures dans les structures des ONG internationales, en s'appuyant sur les débats d'un récent atelier INTRAC sur ce sujet. Au-delà des questions de simple structure des ONG internationales, ils initient une remise en question des rôles des ONGI, leur position dans les pays en développement et leurs relations avec les sociétés civiles, tant dans les pays en développement que dans les pays développés.

Formations

>> Formation: outils et méthodes de coopération- 24 avril.

L'association sans but lucratif ADI (Aide au Développement International) organise une formation destinée aux groupes ou personnes individuelles ayant des projets à destination du Sud ou projetant d'en avoir :

Après une première session donnée le 27 mars dernier, la journée du 24 avril abordera les thèmes suivants :

1- La planification par objectifs :

- Comment planifier des projets et actions de développement ?
- Comment impliquer les autres acteurs dans la détermination des problématiques et des

projets ?

- Comment lier la rédaction de dossiers pour les bailleurs de fonds aux réels besoins locaux
- Description de la méthode du cadre logique; présentation d'autres méthodes.

2- La pérennité des projets :

- Quels critères favorisent la viabilité des projets ?
- Comment renforcer l'autonomisation ?

Informations : info@asbl-adi.org
tel 0474 408 672

>> FORMATION CETRI : Nouveaux enjeux Nord-Sud dans la mondialisation- 10 avril 2010 - 29 mai 2010, Louvain-la-Neuve.

La formation du CETRI vise à donner aux participants des outils d'analyse des tendances récentes qui (re-)façonnent les rapports Nord-Sud et les processus nationaux de changement social et politique au Sud.

La formation est constituée de 16 cours qui seront donnés les samedi de 9h00 à 12h30 (deux cours de 1h30 chaque samedi).

Programme :

1- Nouveaux acteurs au Sud

- Retour des gauches en Amérique latine : diversité des stratégies de changement social (Guy Bajoit)
- Analyse comparée de deux puissances émergentes : la Chine et l'Inde (Martine Bulard, sous réserve)

- Mouvements indigènes : genèses, rapports au pouvoir et voies du changement social (Bernard Duterme)
- Mobilisations sociales en Afrique (Gautier Pirotte, sous réserve)
- Origines, bilans et perspectives de l'altermondialisme (Gustave Massiah)

2- Mutations des rapports de force et stratégies émergentes

- Crises multiples du capitalisme : quelles voies de sortie ? (François Houtart)
- Le Sud face à la réforme du système financier international (Arnaud Zacharie)
- Retour des solidarités Sud-Sud : au nom de quel modèle de développement ? (François Polet)

- çois Polet)
- Réhabilitation de l'Etat : pour quelles politiques sociales ? (Laurent Delcourt)
- L'économie sociale comme alternative de développement : à quelles conditions ? (Andréia Lemaître)
- Dilemmes et contradictions de l'aide publique au développement (François Polet)

3- Reformulation des enjeux et nouveaux défis

- Changement climatique : nouveau terrain d'affrontement Nord-Sud ? (Jean-Pascal van Ypersele, sous réserve)
- Libéralisation agricole, crise des agricultures paysannes et explosion urbaine (Laurent Delcourt)

- Contre le travail des enfants ? Un présupposé à débattre (Aurélié Leroy)
- Tourisme : logiques et disparités du premier poste du commerce mondial (Bernard Duterme)
- Racisme : entre exclusion sociale et peurs identitaires (Aurélié Leroy)

Information : polet@cetri.be ou +32 (0)10/489565.

Actualités

>>> « Les recherches en « genre et développement » pour des politiques de développement appropriées » téléchargeable sur (www.dgci.be/documents/fr/cfd/genre_developpement.pdf).

Dirigée par Isabel Yopez del Castillo, Sophie Charlier et Sophie Grenade, cette publication rassemble des textes présentés lors de deux séminaires internationaux réunissant des chercheurs(ses) d'horizons divers qui ont eut lieu en juin 2007 et novembre 2008.

L'ouvrage clôt deux années de réflexion du groupe de travail « Recherches en Genre et Développement » de la Commission Femmes et Développement. Ce groupe a pour objectif de créer

une synergie autour des différentes formes de recherches en genre et développement, entre les équipes de recherche universitaire, l'administration de la coopération belge au développement, les ONG et associations travaillant en Belgique sur la thématique « Genre et Développement ».

>>> CUD - Colloque UNIVERSITÉS EXTRA-MUROS. « Coopérer pour un développement ciblé des pays du Sud » - Bruxelles - 22-23 avril, Auditorium International Auditorium 5, boulevard du Roi Albert II 1000 Bruxelles Belgique

À partir d'exemples concrets et de résultats issus d'une sélection

de projets, le colloque proposé est conçu comme l'occasion de mener une réflexion sur le prolongement des activités universitaires de recherche et d'enseignement en dehors de la sphère purement académique et sur le rôle actif que l'Université peut jouer dans ce contexte, en faveur du développement de l'environnement dans lequel elle s'inscrit.

Les travaux s'articuleront autour de 4 modules thématiques :

- « L'Université et le monde associatif »
- « L'Université et les décideurs politiques »
- « L'Université et le secteur privé »
- « L'Université et la professionnalisation »

Les modules feront l'objet d'une introduction réflexive et seront illustrés par la présentation de projets relatifs au thème abordé. Une séance de questions-réponses conclura chacun des modules.

La seconde journée se terminera par une table-ronde à l'occasion de laquelle on tentera d'apporter réponse aux questions suivantes : Comment identifier la problématique et définir la manière dont la recherche universitaire appliquée peut y répondre ? Comment se construit un partenariat ? Quels résultats pour un impact ? Quelles conditions pour une durabilité ?

Informations : <http://www.cud.be/content/view/794/592/>

>> CETRI- Colloque : De la terre à l'aliment/Des valeurs aux règles- Nantes- 28-29 juin.

Pour cette 4e édition, en sus des trois thématiques du Forum mondial des droits de l'Homme qui donneront lieu à l'organisation de plénières et tables rondes, le Forum mondial des droits de l'Homme développera un axe de travail spécifique en partenariat avec le programme européen LASCAUX sur le thème Droit - Aliments - Terre. Ce partenariat prendra la forme de l'accueil d'un colloque au sein du Forum mondial des droits de l'Homme.

Au fil des décennies, on assiste à la multiplication très positive de textes continentaux et internationaux qui développent, multiplient, classent, détaillent,

conjuguent un grand nombre de droits de l'Homme parmi lesquels le droit à une alimentation suffisante et saine et, dans une moindre mesure, le droit des paysans à une terre exploitable. La conscience de l'importance de ces droits de l'Homme est maintenant très largement partagée.

En même temps, le nombre de personnes victimes de famine ne cesse de croître, comme le nombre de paysans sans terre cultivable, victimes du système, de l'indifférence ou du climat. Mais ce sont là des causes trop vagues pour que leur identification suffise à réaliser un diagnostic utile.

Informations : <http://www.droit-aliments-terre.eu>.

LES THÈMES QUE NOUS SOUHAITONS TRAITER DANS LES PROCHAINS NUMÉROS SONT LES SUIVANTS* :

- **N° 127 [JUN 2010]:** VALORISATION DES COMPETENCES LOCALES
- **N° 128 [SEPTEMBRE 2010]:** LE SUIVI

Si vous avez des articles à proposer en relation avec ces thématiques ou bien des thématiques à suggérer, n'hésitez pas à nous le faire savoir dans les meilleurs délais. Ils trouveront certainement une place dans nos pages ou sur le site.

Courriel : stephane.boulch@cota.be

Télécopie : + 32 2 223 14 95

Téléphone : + 32 2 250 38 36 ou 218 18 96

Veillez à nous contacter suffisamment à l'avance afin que nous puissions avoir le temps de discuter de votre projet, d'examiner comment l'insérer dans notre planning (au plus tard au début du mois qui précède celui de la parution : ainsi, par exemple, pour un numéro prévu pour la fin mars, ce serait début février. Passé ce délai, nous ne pourrions plus les accepter ou alors seulement pour notre site Internet).

♦ CRITÈRES DE SÉLECTION DES ARTICLES

Les articles doivent traiter d'une des thématiques planifiées et cadrer avec l'opinion que notre rédaction aura souhaité privilégier d'un commun accord avec nos partenaires et autres contributeurs ou les lecteurs qui se seront manifestés.

La revue étant un support d'échanges de propositions et d'alternatives, les articles sont sélectionnés en vertu de leur aptitude à susciter la réflexion, inspirer des expériences, lancer une discussion, influencer des projets de développement.

Si les versions finales ne nous parviennent pas dans les délais convenus avec le responsable de la rédaction, l'article ne sera pas publié dans la revue.

♦ FORMAT DES ARTICLES

- 10000 caractères maximum (sauf convention avec la rédaction)
- sous format électronique (courrier électronique ou disquette) (les fax et courriers sont admis si le contributeur n'a vraiment pas le choix)
- en format Microsoft Word
- sans mise en forme automatique (juste du gras pour les titres, chapeaux et inter-titres)
- Chaque article doit débiter, après le titre, par un chapeau en gras très bref qui résume ses intentions.
- Les notes doivent être indiquées manuellement et renvoyées en fin de texte
- Format Times New Roman, taille 12, simple interligne, justifié.

♦ RÉTRIBUTIONS

Chaque auteur dont le texte sera accepté sera rétribué sous la forme d'un versement de 50€ et d'un abonnement gracieux d'un an à la revue.

♦ DROITS

- La rédaction se réserve le droit de refuser de publier un texte si celui-ci ne correspond pas aux critères convenus entre elle et l'auteur ou si les délais de livraison ne sont pas respectés. L'auteur ne sera alors pas rétribué.

- L'auteur continuera naturellement à pouvoir disposer de son texte pour toute autre allocution et publication. Il devra toutefois s'engager à en référer au COTA et à signaler les références de la première parution dans les ECHOS.

- A moins que les parties en conviennent autrement, l'auteur concède le droit au COTA d'utiliser son texte comme bon lui semblera. Il va de soi que le COTA veillera à toujours mentionner l'auteur original et les références initiales de son texte.

♦ PUBLICATIONS SUR LE SITE

A la demande du COTA et si l'auteur y consent, un article refusé pourra éventuellement être publié sur le site en format Pdf dans la section dossiers thématiques. L'auteur ne sera alors pas rétribué financièrement mais pourra bénéficier d'un abonnement gratuit d'un an.

** Les sujets peuvent encore changer ou leur traitement reporté en fonction des activités du COTA, des suggestions des auteurs et lecteurs...*



PLAIDOYER POUR L'APPUI DES RADIOS LOCALES DE SERVICE AUX COMMUNAUTÉS EN AFRIQUE DE L'OUEST

COTA, HORS SÉRIE N°8, 2008, 244 PAGES, 5€

Ce huitième numéro de "Hors Série" est une extension du n° 5 paru en 2003. Son objectif est de démontrer l'intérêt des fonctions possibles des radios de proximité pouvant être mises à profit pour rencontrer quelques-uns des défis de développement majeurs auxquels doit faire face l'Afrique occidentale contemporaine. Cet ouvrage se compose de deux parties : d'une part une réactualisation des différentes composantes dont il faut tenir compte pour aborder la question des radios locales au service des communautés : perspectives historiques, définition, questions techniques, financières, de contenus, rôles et fonctions,... D'autre part, il tente de situer ces différents éléments dans le cadre des principaux enjeux et chantiers du développement, dont les Objectifs du Millénaire, et des spécificités propres à chacun d'eux en tenant compte des expériences de terrain. Les enjeux abordés sont notamment l'intégration régionale, le genre, la jeunesse, l'enseignement et l'action sanitaire, la fracture numérique, la transformation des conflits, la décentralisation et la participation citoyenne.

» DERNIERES PUBLICATIONS



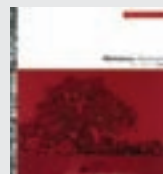
HORS SERIE N°7
INTRODUIRE LA PERSPECTIVE D'ACTEURS
DANS L'ANALYSE D'IMPACT
H.HADJAJ-CASTRO, A. LAMBERT



HORS SERIE N°6
LA PAUVRETE EN REFERENCES
M. TOTTE



HORS SERIE N°5
RADIOS COMMUNAUTAIRES EN
AFRIQUE DE L'OUEST
S. BOULCH



HORS SERIE N°4
HISTOIRES D'EVALUATION
S. DESCROIX



HORS SERIE N°3
NORD-SUD, SE DOCUMENTER ET
ORGANISER UNE RECHERCHE
P. GERADIN, C. SLUSE



HORS SERIE N°2
ORGANISER L'EVALUATION D'UNE ACTION
DE DEVELOPPEMENT DANS LE SUD
C.LELOUP, S. DESCROIX



LES ONG QU'EST-CE QUE C'EST ?
COTA, COULEUR LIVRES



CHEMINEMENT D'UNE ACTION DE DEVELOPPEMENT
E. BEAUDOUX, G. DE CROMBRUGGHE, F. DOUX-CHAMPS, M.C. GUENEAU, M. NIEUWKERK



MEDIA RESISTANCE
S.BAILLY, D. BEAUFORT



TECHNOLOGIES WALLONNES POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE
AWEX



PAROLES D'AFRIQUE CENTRALE : BRISER LES SILENCES
INSTITUT PANOS, COTA



LA DECENTRALISATION EN AFRIQUE DE L'OUEST : ENTRE POLITIQUE ET DEVELOPPEMENT
ED. KARTHALA